

APPEL À LA GRÈVE ET À L'ACTION

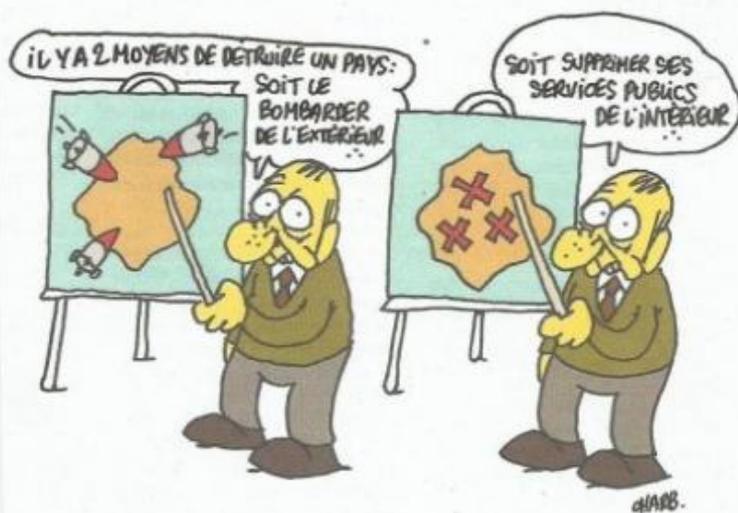
LE MARDI 5 FÉVRIER 2019

MACRON aime le patronat, le libéralisme à outrance... Il n'a eu de cesse de favoriser le pouvoir d'achat des plus riches à grand renfort d'aides fiscales depuis son élection.

Les fonctionnaires, et surtout ceux de la DGFIP, sont dans le collimateur : leur coût est jugé exorbitant même si tout le monde s'accorde à dire que le Service public rendu était de bonne facture voire vanté en d'autres temps. **Mais aujourd'hui, ce même service ne peut plus être rendu à l'utilisateur.** À cause de la dégradation volontaire de tous ces services et du réseau de proximité, prononcée à coup de suppressions massives d'emplois au fil des ans.

Pour alternative, dans le cadre du *Débat National*, MACRON propose non pas de l'améliorer mais tout bonnement de l'éradiquer pour le rendre électronique, sans garde-fou, et hyper-concentré sur le territoire. La CGT demande l'équité fiscale, sur tout le territoire. Avec ce pseudo-débat, MACRON va même jusqu'à rendre l'utilisateur acteur du choix de supprimer le service qui le dérange le plus ! Pour ce faire, lui et ses équipes communiquent à tout-va.

Ainsi il n'est pas un jour, que ce soit à la télévision, à la radio ou dans les journaux, où on ne nous vante pas le prélèvement à la source (PAS). Le ministre lui-même s'affiche, ainsi que les Directeurs locaux, répondant au téléphone devant les caméras pour faire croire que tout est simple. Or, les agents qui doivent répondre aux usagers sur le PAS remontent quotidiennement des problématiques du terrain qui restent sans réponse, preuve s'il en est de la complexité d'un tel dispositif. Dans notre département, une dizaine de trésoreries ont fermé depuis 10 ans. Et ce sont plus de 300 emplois qui ont ainsi disparu dans cette période. Cette année, 31 suppressions sont prévues.



La saturation se fait jour ! Les services qui sont déjà largement sollicités pour renforcer le « dispositif du numéro de téléphone national dédié au PAS » sont également appelés à l'accueil physique des usagers. Sans oublier que ces mêmes agents de retour dans leur service doivent traiter l'ensemble des missions de gestion courante : courrier, mails, mise à jour, contentieux, gracieux... Et la situation des agents des autres services locaux de la DGFIP n'est guère meilleure : partout il faut répondre à l'urgence de tâches qui auraient dû être effectuées avant-hier. Cette situation est inconfortable et épuisante pour les agents. Il faut que cela cesse !

Dans de nombreux départements, les agents, animés d'un sens aigu du service public, manifestent leur mal-être au travail et leur mécontentement (blocages de sites, cahiers de revendications, AG, grèves...). **La CGT appelle à amplifier l'action engagée par les plate-formes téléphoniques DGFIP en début de semaine.**

La CGT Finances publiques du Bas-Rhin demande :

- l'annulation du plan des suppressions d'emplois prévu dans notre département pour 2019
- le maintien de tous les sites du département et aucune fusion de services
- l'application d'urgence d'une prime d'acompte de 1 000 € pour tous les agents de la DGFIP ainsi que l'ouverture immédiate de négociations sur la revalorisation des régimes indemnitaires et de la valeur du point d'indice

Les divisions entre public et privé, Français et migrants, jeunes et vieux... sont des constructions des dominants pour nous faire accepter sans fin les régressions sociales.

TOUS ENSEMBLE, POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ,
Et pour la pérennité de nos services,
Tous en grève le 5 février 2019 – Manifestation à 10 h
Strasbourg – Place de la République, suivie d'une assemblée générale

Strasbourg, le 1er février 2019